Greffe de COMMERCE de PARIS
N° dépôt
19 AOUT 1997
43518

55B2883

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

Société Anonyme au capital de F. 1 608 151 000

Siège Social : 115, rue Montmartre 2, rue Léon Cladel 75002 PARIS

PARIS B 552 028 839

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 22 MAI 1997

CERTIFIE CONFORME

L'an mil neuf cent quatre vingt dix-sept, le 22 mai à 11 heures, les associés de la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, société anonyme au capital de 1 608 151 000 F, divisé en 1 608 151 000 actions de 100 F chacune, dont le siège est 115, rue Montmartre 2, rue Léon Cladel, 75002 PARIS, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire, à la Chambre Syndicale des Banques Populaires 5, rue Leblanc 75015 PARIS, sur convocation du Conseil d'Administration par avis inséré le 5 mai 1997 dans LES PETITES AFFICHES, journal d'annonces légales, et par lettre en date du 5 mai 1997 adressée à chaque associé nominatif.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque associé présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Jacques DELMAS-MARSALET, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Michel de MOURGUES représentant la BRED et Monsieur Christian HEBRARD représentant la CASDEN BANQUE POPULAIRE, les deux associés représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Paul LORIOT, Directeur Général est désigné comme secrétaire.

La Société BARBIER FRINAULT ET AUTRES, les Cabinets CONSTANTIN et SALUSTRO-REYDEL, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 5 mai 1997, sont présents.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 14.750.346 parts ~~actions~~ sur les 16 081 510 parts ayant le droit de vote.

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS
SERVICE DE LA BONNE NOUVELLE
1, rue Louis - Square Louvois
75084 PARIS CEDEX 02
Téléphone : 01 40 20 72 83

DUPLICATA

VISE POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
de PARIS 2ème « Bonne Nouvelle » le 18 JUIL. 1997
Bord. N° 215 Case 11
REÇU — Dt DE TIMBRE . trois cent quarante francs
— Dts D'ENREGt . CINQ CENTS FRANCS

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum du tiers requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer tant en la forme ordinaire qu'en la forme extraordinaire.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation adressées aux associés,
- un exemplaire du journal d'annonces légales contenant l'avis de convocation et un exemplaire de la lettre envoyée aux associés nominatifs,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des associéss représentés, et la liste des associés,
- les formulaires de vote par correspondance,
- l'inventaire et les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1996,
- le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration,
- les rapports du Commissaire aux Comptes,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

1 Lecture et approbation des rapports de gestion et des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996.

2 Approbation des comptes et du projet de répartition des résultats.

- Offre de paiement du dividende en parts sociales.

3 Présentation des comptes consolidés.

4 Approbation des conventions visées aux articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966.

5 Quitus aux Administrateurs de leur gestion au cours de l'exercice 1996.

6 Renouvellement de mandats d'Administrateurs

7 - Ratification de la cooptation en qualité d'Administrateurs de Messieurs LADAM et POISSON

8 Pouvoirs pour formalités.

9 Questions diverses.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

10 Mise en harmonie des statuts avec les dispositions de la loi du 2 juillet 1996 portant modernisation des activités financières

11 Augmentation du capital social de 300 000 000 F par la création de 3 000 000 parts nouvelles de numéraire,

12 Autorisation à donner au Conseil d'Administration de réaliser l'augmentation de capital dans les conditions fixées par l'Assemblée,

13 Modification corrélative des statuts,

Le Président présente et commente les comptes de l'exercice écoulé avant de donner lecture à l'Assemblée du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration puis du rapport général et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration et le rapport général du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 1996, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 1996 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration, et décide d'affecter le bénéfice de 250.581.392,84 F de l'exercice de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	250.581.392,84 F

A la réserve légale	12.529.069,64 F[1]
A la réserve spéciale des plus values à long terme	145.521.793,18 F
A un compte de réserves provenant de dispositions fiscales	1.198.887,00 F
Solde	91.331.643,02F

Auquel s'ajoute :

Le report à nouveau antérieur	10.270.113,26 F
Pour former un bénéfice distribuable de	101.601.756,28 F
A titre d'intérêt aux parts sociales, 6 %, soit	96.489.060,00 F
Le solde, soit	5.112.696,28 F

au compte "report à nouveau"

Les intérêts qui seront mis en paiement le 1er.juillet 1997 s'établissent à 6 F par part sociale de pleine jouissance, ce qui, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, détermine un revenu global de 9 F.

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé que les intérêts afférents aux trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	Montant brut total	Montant distribué par part	Impôt déjà payé au Trésor	Revenu Global par part
1993	81 739 392,00	6,00	3,00	9,00
1994	86 136 600,00	6,00	3,00	9,00
1995	91 235 802,00	6,00	3,00	9,00

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, et après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré, l'Assemblée Générale, conformément à l'article 46 des statuts, décide de proposer à chaque sociétaire en ce qui concerne le dividende mis en recouvrement au titre de la présente assemblée, une option entre le paiement de ce dividende en numéraire ou en parts sociales à créer, jouissance 1er janvier 1997.

---

[1]la dotation de l'exercice à la réserve légale est assimilée, du point de vue fiscal, à la dotation à la réserve spéciale des plus-values à long terme.

Cette option portera sur la totalité du dividende mis en distribution, soit 6 F par part sociale.

En application des dispositions particulières aux Banques Populaires, le prix d'émission des parts sociales à créer en paiement du dividende est de 100 F.

Les sociétaires qui opteront pour le paiement en parts sociales disposeront d'un délai compris entre le 2 juin 1997 et le 23 juin 1997 inclus pour en faire la demande au siège social.

Tout sociétaire qui n'aura pas exercé son option dans ce délai recevra les dividendes lui revenant, en espèces. L'option ne pourra être exercée par chaque sociétaire que sur la totalité du dividende lui revenant. Le dividende sera mis en paiement en espèces à compter du 1er juillet 1997.

Si le montant du dividende auquel chaque sociétaire a droit ne correspond pas à un nombre entier de parts sociales, il indiquera dans le bulletin de souscription, lors de son choix, s'il souhaite recevoir le nombre de parts immédiatement supérieur en versant la différence en numéraire. Ce versement devra accompagner la décision du sociétaire. A défaut, il sera considéré comme souscrivant au nombre de parts immédiatement inférieur.

Les parts créées seront entièrement assimilées aux parts anciennes, sous réserve de leur date de jouissance.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour assurer l'exécution de la présente décision, effectuer toutes opérations liées ou consécutives à l'exercice de l'option, constater l'augmentation de capital qui en résultera et modifier corrélativement l'article 6 des statuts relatif au capital social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport de gestion, l'Assemblée Générale prend acte des comptes consolidés qui lui sont présentés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966 et statuant sur ce rapport, approuve chacune desdites conventions.

Chaque intéressé n'ayant pas pris part au vote de la convention le concernant, cette résolution est adoptée à l'unanimité des autres actionnaires présents ou représentés.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que les mandats d'administrateur de

Monsieur Frédéric BLANC,

Monsieur Camille MARTIN,

Monsieur Jean-François MOULIN,

Monsieur Bruno DESJONQUERES,

Monsieur Henry MERLIN,

Monsieur Paul KLEIN,

Monsieur Jean CRITON,

viennent à expiration ce jour, renouvelle ces mandats pour une nouvelle période 3 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires à tenir dans l'année **2000** pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le **31 décembre 1999**.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Tous les membres réélus ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils accepteraient le renouvellement de leurs fonctions, dans l'hypothèse où celles-ci leur seraient à nouveau confiées .

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale ratifie les cooptations en qualité d'administrateurs de Monsieur François LADAM et François POISSON, faites à titre provisoire par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 11 septembre 1996, en remplacement de Monsieur André FERRAT et Jean-Michel LATY, démissionnaires.

En conséquence, Monsieur François LADAM et François POISSON exerceront lesdites fonctions pour la durée restant à courir du mandat de leur prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires à tenir dans l'année **1999** pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1998.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Messieurs François LADAM et François POISSON, présent à la réunion, réitèrent, en tant que de besoin, l'acceptation de leurs fonctions d'administrateur, déjà donnée par eux lors de leur nomination provisoire, et déclarent qu'ils n'exercent aucune fonction et ne sont frappés d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de leur interdire d'exercer lesdites fonctions.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide, conformément aux dispositions de l'article 97-I de la loi du 2 juillet 1996 portant modernisation des activités financières, de modifier les articles 3 et 41 alinéa 3 des statuts de la société, de la manière suivante :

Article 3 - Adjonction d'un nouvel alinéa

- Elle peut fournir des services d'investissement et à ce titre, recevoir, transmettre, exécuter des ordres et gérer des portefeuilles pour compte de tiers, procéder à des négociations pour compte propre, à des prises ferme et à des placements.

Ancienne rédaction de l'article 41 alinéa 3 :

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les sociétaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des parts ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Nouvelle rédaction de l'article 41 alinéa 3 :

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les sociétaires représentent, en présence ou par mandataire le tiers et sur deuxième convocation, le quart du capital social. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et constaté que le capital social était entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social de **300 000 000 F** pour le porter à 1 908 151 000 F dans un **délai de trois ans**, par l'émission en numéraire de 3 000 000 de parts de 100 F de nominal, à libérer en espèces.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le Conseil d'Administration, pourra librement et dans l'ordre qu'il déterminera :

- limiter l'augmentation du capital, au montant des souscriptions recueillies, à condition que celles-ci atteignent les trois-quarts au moins de l'augmentation projetée,

- répartir librement les parts non souscrites, totalement ou partiellement, sans pouvoir néanmoins les offrir au public.

L'augmentation de capital ne sera pas réalisée lorsqu'après l'exercice de ces facultés, le montant des souscriptions reçues n'atteint pas la totalité de l'augmentation de capital, ou les trois-quarts de cette augmentation, si le Conseil le décide.

Dans le cadre de l'augmentation ci-dessus décidée, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide :

1° - **d'appeler immédiatement** une première tranche d'augmentation d'un montant de **150 000 000 F**. Les 1 500 000 parts nouvelles émises au pair, seront souscrites en numéraire à raison de un million cinq cent mille (1.500.000) parts nouvelles pour seize millions quatre-vingt un mille cinq cent dix (16.081.510) parts anciennes, et libérables intégralement à la souscription.

- Les parts nouvelles qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront complètement assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital. Les parts nouvelles donneront droit à 50 % du dividende versé aux parts anciennes, au titre de l'exercice 1997.

- L'Assemblée Générale Extraordinaire autorise les soucriptions à titre réductible.

- Les souscriptions seront reçues au siège social, du **5 juin 1997 au 19 juin 1997 inclus**. Toutefois, ce délai se trouvera clos par anticipation dès que tous les droits de souscription à titre irréductible auront été exercés, ou que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite après renonciation individuelle à leurs droits de souscription des sociétaires qui n'auront pas souscrit.

- Les fonds provenant des souscriptions en numéraire seront déposés à la BPL - BANQUE POUR LES INVESTISSEMENTS DES PROFESSIONS LIBERALES - 115, rue Montmartre à PARIS (2ème) qui établira le certificat du dépositaire prévu par l'article 192 de la loi du 24 juillet 1966.

- L'Assemblée Générale confère au Conseil d'Administration tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital décidée ci-dessus, et à l'accomplissement de toutes les formalités y afférentes.

2°- **d'autoriser le Conseil d'Administration à appeler le solde**, en une ou plusieurs fois dans un délai de trois ans, à compter de ce jour, à fixer les autres conditions et modalités de l'augmentation, à constater la réalisation de l'augmentation de capital correspondante et à procéder à la modification corrélative des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, sous condition suspensive de la réalisation de la première tranche d'augmentation de capital objet du 1° de la neuvième résolution, de modifier l'article 6 des statuts de la manière suivante :

CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à UN MILLIARD SEPT CENT CINQUANTE HUIT MILLIONS CENT CINQUANTE ET UN MILLE francs (1 758 151 000 F).

Il est divisé en 17 581 510 parts de 100 F chacune, de même catégorie.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Les Scrutateurs

Le Secrétaire

BPL

BANQUE POUR
LES INVESTISSEMENTS
DES PROFESSIONS
LIBÉRALES

N/Réf. : **AGENCE BPL**
Martine GUILLOT
MG/AG ☎ 01 40 39 30 30

CERTIFICAT DE DEPOSITAIRE

Nous, soussignés, BANQUE POUR LES INVESTISSEMENTS DES PROFESSIONS LIBERALES, 115 rue Montmartre - 75002 PARIS, centralisateur de l'augmentation de capital en numéraire de la CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

certifions avoir reçu la somme de **F. 150 000 000,00** (cent cinquante millions de francs) correspondant à la souscription à **1 500 000 parts nouvelles** de F. 100,00 nominal, émises à F. 100,00 représentant l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 mai 1997.

Cette somme est mise à la disposition de la CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, valeur 27 juin 1997.

Le présent certificat est établi pour valoir ce que de droit.

Fait à Paris, le 30 juin 1997

BANQUE POUR LES INVESTISSEMENTS DES
PROFESSIONS LIBERALES

Yves THOMASSE
Président du Directoire

CAISSE CENTRALE

DES

BANQUES POPULAIRES

Société Anonyme de Coopérative de Banque Populaire

au capital de 1 758 151 000 Francs

fonctionnant sous le régime des lois du 13 Mars 1917 et

subséquentes 10 Septembre 1947, 24 Juillet 1966 modifiée

et 24 Janvier 1984

CERTIFIE CONFORME

R.C.S. PARIS B 552 028 839

Siège Social

115 rue Montmartre et 2 rue Léon Cladel

75002 PARIS

STATUTS

TITRE PREMIER

FORMATION - DENOMINATION
OBJET - DUREE - SIEGE SOCIAL

Article premier

Il est formé et il existe entre les souscripteurs et les futurs propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être par la suite, une Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital fixe qui sera régie par :

1° la loi du 13 Mars 1917 et l'ensemble des textes relatifs au Crédit Populaire ;

2° la loi du 10 Septembre 1947 portant statut de la coopération ;

3° la loi du 24 Juillet 1966 modifiée sur les sociétés commerciales et son décret d'application du 23 Mars 1967 ;

4° la loi du 24 Janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit et les décrets pris pour son application ;

5° les présents statuts.

Cette Société est, en outre, soumise aux prescriptions du règlement intérieur de la Chambre Syndicale des Banques Populaires, approuvé par le Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, conformément à l'article 10 de la loi du 24 Juillet 1929.

Article 2

La Société prend la dénomination de :

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES.

Article 3

La Caisse Centrale des Banques Populaires, organisme central bancaire des Banques Populaires, a pour objet :

- de faire toutes opérations de banque et de bourse, essentiellement celles susceptibles de faciliter le fonctionnement normal et le développement des Banques Populaires Sociétaires ;

- de tenir, à l'égard des Etablissements affiliés à la Chambre Syndicale des Banques Populaires, le rôle de Chambre de Compensation ;

- de réaliser, sur instructions de la Chambre Syndicale des Banques Populaires, les opérations que comporte la mission de soutien des Banques Populaires conférée à cet organisme ;

- de centraliser les souscriptions que les Banques Populaires sont autorisées à recevoir ;

- de recevoir les excédents de trésorerie des Banques Populaires visées à l'article 14 du décret du 21 Décembre 1936 ;

- de recevoir, au nom et pour le compte de la Chambre Syndicale des Banques Populaires, qui lui donne mandat de les gérer sous son contrôle et suivant son accord, les sommes constituant le Fonds Collectif de Garantie ;

- d'effectuer pour le compte de la Chambre Syndicale des Banques Populaires et à la demande de celle-ci, les opérations de dépenses et de recettes de cet organisme ;

- de recevoir des dépôts de fonds de toutes personnes ou sociétés.

La Société peut aussi effectuer toutes les opérations visées à l'article 5 de la loi du 24 janvier 1984 et exercer -dans le respect des conditions définies par le Comité de la Réglementation Bancaire- toute activité autre que celles visées aux articles 1er et 5 de la loi précitée. A ce titre, elle peut effectuer toutes opérations de courtage.

La Société peut effectuer tous investissements immobiliers ou mobiliers nécessaires à l'exercice de ses activités.

Elle peut souscrire ou acquérir pour elle-même tous titres de placement et toutes participations dans toute sociétés ou organismes. Ces dernières opérations doivent faire l'objet d'une décision favorable du Conseil d'Administration.

Elle peut fournir des services d'investissement et à ce titre, recevoir, transmettre, exécuter des ordres et gérer des portefeuilles pour compte de tiers, procéder à des négociations pour compte propre, à des prises ferme et à des placements

Article 4

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans, à dater du jour de sa constitution définitive, sauf dissolution anticipée ou prorogation comme on le dira ci-après.

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Article 5

Le siège social est fixé à PARIS, 115, rue Montmartre et 2, rue Léon Cladel.

Le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe peut être décidé par le Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

La circonscription territoriale de la Société s'étend à tout le territoire français ; elle peut avoir des agences à l'étranger qui pourront effectuer toutes les opérations des établissements de crédit.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL - PARTS - TRANSFERTS

Article 6

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLIARD SEPT CENT CINQUANTE HUIT MILLIONS CENT CINQUANTE ET UN MILLE FRANCS (1 758 151 000 F). Il est divisé en 17 581 510 parts sociales de 100 Francs chacune, de même catégorie.

Article 7

L'Assemblée Générale Extraordinaire des sociétaires est seule compétente pour décider ou autoriser, sur le rapport du Conseil d'Administration, une augmentation ou une réduction du capital social.

Article 8

Les parts sont nominatives et indivisibles. La responsabilité de chaque sociétaire est limitée à la valeur de sa ou de ses parts.

Article 9

Les parts souscrites sont libérées selon les conditions fixées par le Conseil d'Administration, le versement à la souscription ne pouvant être inférieur au quart de la valeur nominale.

Tout versement en retard sur le montant des parts souscrites porte de plein droit intérêt au taux légal en faveur de la Société.

Article 10

Les parts émises par la Société sont inscrites en comptes individuels tenus dans les conditions réglementaires.

Article 11

Les parts ne peuvent être négociées qu'avec l'agrément du Conseil d'Administration par virement de compte à compte.

Si le cédant est débiteur de la Société, le produit de la cession est porté au crédit de son compte en déduction de sa dette.

Article 12

Il est expressément stipulé que les parts forment le gage de la Société pour les obligations éventuelles des sociétaires vis-à-vis d'elle. A cet effet, le Conseil d'Administration pourra exiger des sociétaires le

nantissement de leurs parts sociales selon les modalités légales et réglementaires.

Article 13

Toute cession ou mise en nantissement effectuée en dehors des conditions énoncées aux articles 11 et 12 est nulle à l'égard de la Société.

TITRE III

ADMISSIONS - RESPONSABILITES - DECES

Article 14

Pour être admis comme sociétaire, il faut être agrée par le Conseil d'Administration.

En cas de refus d'admission, le Conseil d'Administration n'a pas à faire connaître les motifs de son refus.

Article 15

Les sociétaires se trouvent répartis en deux catégories :

1° Les sociétaires participants, qui ne peuvent comprendre que les Banques Populaires placées sous le régime des lois des 13 Mars 1917 et suivantes, et la Chambre Syndicale des Banques Populaires.

2° Les sociétaires non participants. Ces sociétaires n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports (2° de l'article 45).

La qualité de sociétaire se perd :

1 - par la cession des parts sociales,

2 - par le décès et, pour les personnes morales, par leur dissolution,

3 - par la privation de l'exercice des droits civils,

4 - par la déconfiture, le redressement ou la liquidation judiciaire,

5 - par l'exclusion prononcée par le Conseil d'Administration contre tout sociétaire ne manifestant, pendant au moins trois ans, aucun intérêt pour les réunions ou décisions d'Assemblées Générales, ou qui porte atteinte aux intérêts de la Société.

Dans le cas visés aux 2 à 5 ci-dessus, les parts seront rachetées par un ou plusieurs cessionnaires agréés ou présentés par le Conseil d'Administration.

Article 16

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de parts sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

Le droit de vote attaché à la part appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Article 17

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un sociétaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Article 18

La possession d'une part comporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

TITRE IV

ADMINISTRATION

Article 19

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de seize au plus, nommés par l'Assemblée Générale des sociétaires et dont, indépendamment du Président, la majorité sera prise au sein du Conseil Syndical de la Chambre Syndicale des Banques Populaires.

Ils sont toujours rééligibles.

La durée de leurs fonctions est de trois ans. Le premier Conseil reste en fonction, sans renouvellement, pendant les trois premières années.

A l'expiration de la durée de ses fonctions, le premier Conseil est renouvelé en entier ; ensuite il se renouvelle chaque année en nombre suffisant pour que la durée des fonctions de chaque Administrateur ne soit pas de plus de trois ans.

Si ce renouvellement ne peut s'effectuer par fractions égales, la fraction la plus forte est renouvelée la dernière.

Pour les premières applications de cette disposition, le sort indique l'ordre de sortie.

Une fois le roulement établi, le renouvellement a lieu par ancienneté de nomination.

Article 20

Peuvent seuls être membres du Conseil d'Administration, les membres du Conseil Syndical de la Chambre Syndicale des Banques Populaires et les Administrateurs des Banques Populaires elles-mêmes sociétaires.

Article 21

Le Conseil d'Administration ne peut comprendre plus d'un Administrateur d'une même Banque Populaire, sauf les cas où l'un d'eux le serait en même temps d'une autre Banque Populaire ou serait membre du Conseil Syndical.

Article 22

Lorsqu'un membre du Conseil d'Administration perd sa qualité de membre du Conseil Syndical au titre duquel il a été élu, il cesse de plein droit de faire partie du Conseil d'Administration.

Il en est de même lorsqu'un membre du Conseil d'Administration perd sa qualité d'Administrateur de la Banque Populaire au titre de laquelle il a été élu.

Tout membre du Conseil d'Administration doit être propriétaire d'une part de la Société.

Nul ne peut être nommé pour la première fois Administrateur s'il est âgé de soixante-dix ans ou plus.

Le nombre des Administrateurs âgés de plus de soixante-dix ans ne peut excéder le tiers du nombre des Administrateurs en fonction.

Lorsqu'un Administrateur atteint l'âge de soixante-dix ans et que son maintien en fonction aura pour effet de porter à plus du tiers le nombre des membres du Conseil d'Administration ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans, le Conseil d'Administration désignera celui de ses membres qui devra cesser ses fonctions. A défaut d'entente, le membre du Conseil d'Administration le plus âgé sera réputé démissionnaire.

Article 23

Le Conseil d'Administration peut procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions prévues par la loi.

Ces nominations - qui doivent être conformes à la disposition de l'article 19 relative à la représentation majoritaire du Conseil Syndical - sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Article 24

Le Président de la Chambre Syndicale des Banques Populaires est, de droit, Président de la Caisse Centrale des Banques Populaires.

Le Conseil d'Administration nomme chaque année, parmi ses membres, sous réserve de ratification par la Chambre Syndicale des Banques Populaires et s'il le juge utile, un, deux ou trois Vice-Présidents.

Les Vice-Présidents peuvent être indéfiniment réélus sous la même réserve de ratification.

En cours d'exercice, la Chambre Syndicale des Banques Populaires peut retirer son agrément (article 2, loi du 17 Mars 1934).

Le Conseil peut aussi choisir un secrétaire qui peut être pris en dehors de son sein.

En cas d'absence du Président et du ou des Vice-Présidents, le Conseil désigne, pour chaque séance, celui de ses membres présents qui doit remplir les fonctions de Président.

Article 25

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du Président ou - en cas d'empêchement du Président ou sur autorisation de ce dernier - de l'un des Vice-Présidents, ou du tiers des Administrateurs, ou, ainsi qu'il est prévu par l'article 21 du décret du 21 Décembre 1936, de M. le Commissaire du Gouvernement, au lieu désigné par eux, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins trois fois par an.

La validité des délibérations est subordonnée à la présence effective de la moitié au moins des Administrateurs.

Les décisions sont prises à la majorité des Administrateurs présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Nul ne peut voter par procuration au sein du Conseil.

Le Directeur Général de la Chambre Syndicale des Banques Populaires assiste de droit, avec voix consultative, aux séances du Conseil d'Administration.

Article 26

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées et consignées dans les conditions légales et réglementaires.

Tout procès-verbal est revêtu de la signature du Président de séance et d'un Administrateur.

En cas d'empêchement du Président de séance, il est signé par deux Administrateurs au moins.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, l'Administrateur temporairement délégué dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Il est suffisamment justifié du nombre des Administrateurs en exercice et de leur présence par la production d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations.

Article 27

Les pouvoirs du Conseil d'Administration sont ceux qui lui sont conférés par la loi.

Le Conseil d'Administration définit les pouvoirs de son Président. Il nomme le Directeur Général de la Caisse Centrale. La nomination du

Directeur Général est soumise à l'agrément de la Chambre Syndicale des Banques Populaires (article 2 de la loi du 17 Mars 1934). Le Conseil d'Administration confère au Directeur Général les pouvoirs nécessaires à la direction de la Société.

Le Directeur Général ne peut demeurer en fonction au-delà de la date de son soixante-cinquième anniversaire.

La limite d'âge du Président est fixée à soixante-cinq ans. Toutefois, le mandat du Président en exercice à cette date est prorogé de plein droit d'une durée égale à celle de l'exercice de ses fonctions de Président de la Chambre Syndicale des Banques Populaires, sans que cette prorogation puisse aller au-delà de la date de son soixante-huitième anniversaire.

Par dérogation exceptionnelle aux dispositions qui précèdent, la limite d'âge du Président en fonction le 5 Juillet 1989 est fixée à soixante-dix ans.

Article 28

L'Assemblée Générale peut allouer aux Administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle à titre de jeton de présence que le Conseil d'Administration répartit entre ses membres comme il l'entend. Cette somme reste maintenue jusqu'à nouvelle décision. Toute modification envisagée au montant des jetons de présence doit être soumise à l'agrément préalable de la Chambre Syndicale des Banques Populaires.

Article 29

Indépendamment des dispositions concernant le contrôle prévu par les lois et décrets en vigueur, l'Etat est représenté auprès de la Caisse Centrale des Banques Populaires, conformément à l'article 21 du décret du 21 Décembre 1936, par le "Commissaire du Gouvernement près le Crédit Populaire de France".

Le Commissaire du Gouvernement a la faculté d'assister à toutes les délibérations des Assemblées Générales, à celles du Conseil d'Administration et, d'une manière générale, à toutes les réunions où sont prises les décisions engageant la Société. Il peut, si la nécessité lui en apparaît, provoquer une séance spéciale desdites réunions.

Il peut se faire communiquer, personnellement ou par mandataire, l'état des caisses, ainsi que les documents et correspondance relatifs à la gestion de la Caisse Centrale des Banques Populaires.

Il pourra présenter des observations au Conseil d'Administration, à l'Assemblée Générale ainsi qu'à tout Comité où sont prises des décisions.

Les frais de contrôle sont à la charge de la Société.

Article 30

Il peut être institué un collège de cinq censeurs maximum. Les censeurs, nommés pour trois ans par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires, participent, avec voix consultatives, aux réunions du Conseil d'Administration. Il peuvent être nommés à titre provisoire par le Conseil d'Administration sous réserve de la ratification de leur nomination par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

La Société peut leur verser une rémunération au titre de leur participation aux réunions du Conseil.

Article 31

Toute convention entre la Société et un de ses Administrateurs ou le Directeur Général et, plus généralement, toute personne visée à l'article 101 de la loi du 24 Juillet 1966, est soumise à la procédure d'autorisation préalable par le Conseil d'Administration puis d'approbation a posteriori

par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires dans les conditions légales et réglementaires.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à cette procédure.

TITRE V

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 32

Le contrôle des comptes de la Société est exercé par au moins deux Commissaires aux comptes désignés et exerçant leur mission dans les conditions prévues par la loi.

Un ou plusieurs Commissaires suppléants sont également désignés par l'Assemblée Générale.

Les honoraires des Commissaires aux Comptes sont fixés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

TITRE VI

ASSEMBLEES GENERALES

Article 33

L'Assemblée Générale est composée de tous les propriétaires de parts, quel qu'en soit le nombre. Nul ne peut représenter un sociétaire s'il n'est lui-même sociétaire.

Chaque membre de l'Assemblée a droit à autant de voix qu'il possède de parts, tant pour lui-même que comme mandataire.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des voix des sociétaires présents ou représentés. Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les sociétaires présents ou représentés.

Article 34

Les sociétaires ont le droit d'assister à l'Assemblée Générale dès lors que leurs titres sont inscrits en compte à leur nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

Les personnes morales participent aux Assemblées par leurs représentants légaux ou par toute personne désignée à cet effet par ces derniers.

Article 35

Les Assemblées Générales, tant Ordinaires qu'Extraordinaires, sont convoquées dans les conditions prévues par la loi.

Article 36

Une Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration à l'effet de statuer sur les comptes de chaque exercice avant le 31 mai de l'année suivante. L'Assemblée peut, en outre, être convoquée extraordinairement, soit par le Conseil d'Administration, lorsqu'il en reconnaît l'utilité, soit par les Commissaires aux Comptes dans les cas prévus par la loi, soit enfin par M. le Commissaire du Gouvernement, ainsi qu'il est indiqué à l'article 29.

La réunion peut se tenir en France ou à l'étranger, dans tout lieu désigné par le Conseil d'Administration.

Article 37

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration. Il n'y est porté que les propositions émanant du Conseil ou des Commissaires aux Comptes, ou du Commissaire du Gouvernement, dans les cas visés à l'article 36 ci-dessus, ou celles qui auront été communiquées au Conseil un mois au moins avant la réunion, avec la signature d'un nombre de sociétaires membres de l'Assemblée, représentant au moins la moitié du capital social, ainsi que les projets de résolution présentés par des sociétaires agissant dans les conditions prévues par la loi.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Elle peut, toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs Administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 38

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou l'un des Vice-Présidents ou à leur défaut, par un Administrateur désigné par le Conseil.

Les deux sociétaires présents et acceptants qui possèdent ou représentent le plus grand nombre de parts, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le Bureau désigne le Secrétaire qui peut être pris en dehors des sociétaires.

Une feuille de présence, établie conformément à la loi, est émargée par les sociétaires présents ou leurs représentants et certifiée exacte par les membres du Bureau. Elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout sociétaire le requérant.

Article 39

L'Assemblée Générale annuelle entend le rapport de gestion du Conseil d'Administration et celui des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice présentés par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée statue sur le rapport spécial présenté par les Commissaires aux Comptes, relativement aux conventions réglementées par la loi.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette les comptes.

Elle détermine l'affectation ou la répartition des bénéfices sur la proposition du Conseil d'Administration.

Elle nomme les Administrateurs, les Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants et les Censeurs. Elle détermine l'importance des jetons de présence prévus à l'article 28 ci-dessus.

Elle décide ou autorise les emprunts hypothécaires et les émissions d'obligations ou de titres participatifs.

Elle confère au Conseil d'Administration tous les pouvoirs supplémentaires qui seraient reconnus utiles.

Enfin, elle se prononce souverainement sur tous les intérêts de la Société.

Article 40

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut, sous réserve de l'agrément de la Chambre Syndicale des Banques Populaires, apporter aux présents statuts toutes modifications utiles.

Elle peut, notamment, décider et autoriser :

- le changement de dénomination de la Société, sans toutefois que la nouvelle dénomination choisie puisse dénaturer l'objet et le caractère de la présente Société ;

- l'augmentation ou la réduction du capital ;

- l'extension ou la restriction des opérations sociales ;

- la prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la Société ;

- la division du capital en parts d'un taux nominal autre que celui de cent francs ;

- la fusion de la Société avec une autre Banque Populaire créée ou à créer et l'apport à celle-ci de l'ensemble de ses biens, droits et obligations ;

- la cession ou l'apport à toutes sociétés de l'ensemble des biens, droits et obligations de la Société.

Article 41

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les sociétaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des parts ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation aucun quorum n'est requis.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les sociétaires représentent, en présence ou par mandataire le tiers et sur deuxième convocation, le quart du capital social. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Tout sociétaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire conforme aux prescriptions réglementaires.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée.

Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

Article 42

Les sociétaires disposent du droit à l'information permanente ou préalable, aux assemblées des sociétaires dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Article 43

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux inscrits ou enliassés dans un registre spécial coté et paraphé, conformément aux prescriptions.

Ces procès-verbaux sont signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits de procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'Administration ou par le secrétaire de l'Assemblée.

TITRE VII

INVENTAIRE - REPARTITION DES BENEFICES
FONDS DE RESERVE

Article 44

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire, les comptes annuels et établit le rapport de gestion, conformément aux prescriptions légales et réglementaires.

L'inventaire, les comptes annuels et le rapport de gestion sont tenus, au siège social, à la disposition des Commissaires aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'Assemblée des sociétaires appelée à statuer sur les comptes de la Société. Ils sont présentés à cette Assemblée.

Article 45

Les produits de la Société constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et charges sociales, des prélèvements prévus par la loi du 13 août 1936, de tous amortissements et de toutes

réserves pour risques commerciaux, et, notamment, pour créances douteuses, constituent les bénéfices.

Sur ces bénéfices, il est prélevé :

1° Cinq pour cent de leur montant pour constituer le fonds de réserve légale ;

2° La somme nécessaire pour servir aux parts - dans la limite du taux maximum fixé par la législation en vigueur - un intérêt sur le montant dont elles sont libérées, sans que, en cas d'insuffisance des excédents d'exploitation d'un exercice, les sociétaires puissent le réclamer sur les excédents d'exploitation des années subséquentes.

Le surplus, après affectation aux réserves constituées par l'Assemblée Générale, est réparti entre les Banques Populaires sociétaires conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Les excédents provenant des opérations effectuées avec les clients non sociétaires ne doivent pas être compris dans les distributions de ristournes.

Tant que les diverses réserves totalisées, y compris la réserve légale, n'atteignent pas le montant du capital social, le prélèvement opéré à leur profit ne peut être inférieur à 15 % des excédents d'exploitation.

Article 46

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque sociétaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende, en numéraire ou en parts sociales.

Le paiement des dividendes, en numéraire ou en parts sociales, et celui des ristournes, est effectué au plus tard le 30 septembre.

Toute somme non touchée dans les cinq ans de son exigibilité sera prescrite conformément à la loi.

Article 47

Les participants dont les parts ne seraient pas libérées des sommes appelées seront tenus d'affecter à cette libération les intérêts et ristournes leur revenant jusqu'à due concurrence.

Article 48

Lorsque le fonds de réserve légale a atteint une somme égale au Capital social, le prélèvement destiné à sa formation cesse d'être obligatoire ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous du montant du capital social.

Article 49

Les pertes extraordinaires du Capital peuvent se prendre sur les fonds de réserve en vertu d'une autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Article 50

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs définis par la loi.

En cas de liquidation, de dissolution ou de radiation de la liste des Banques Populaires, l'excédent d'actif, dûment constaté après extinction du passif et des frais de liquidation et remboursement aux sociétaires de sommes libérées sur le montant nominal des parts, sera attribué conformément aux textes régissant le Crédit Populaire.

Article 51

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et les sociétaires, soit entre les sociétaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

TITRE VIII

DEPOTS LEGAUX

Article 52

Les statuts de la Société accompagnés de la liste complète des Administrateurs, Directeurs et Sociétaires, indiquant leurs nom, profession, domicile et le montant de chaque souscription, ont été déposés en trois exemplaires, au Greffe du Tribunal d'Instance du siège social.

Article 53

Chaque année, dans la première quinzaine de février, le Directeur ou un Administrateur dépose de même, en trois exemplaires, un état mentionnant le nombre des membres la Société à cette date, la liste des mutations intervenues parmi les Administrateurs, le Directeur et les sociétaires depuis le dernier dépôt effectué, et, en outre, le tableau sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que celui des opérations effectuées au cours de l'année précédente.